

# Sciences sociales et politiques agricoles – Analyses socio-historiques et enjeux contemporains

---

## Colloque SFER - *Politiques agricoles et alimentaires : trajectoires et réformes*, Montpellier Supagro, 20-21 juin 2018

*Session organisée par la Section 4 de l'Académie d'Agriculture de France en hommage à Philippe Lacombe, 20 juin 20*

### Résumé de la proposition

Une longue tradition d'études de l'impact de la recherche sur les politiques publiques conduit à se départir d'une vision linéaire et instrumentale de l'utilisation des connaissances scientifiques. Dans un article qui fait référence, Carol Weiss identifie différentes formes de relations entre connaissances et politiques, et celles-ci remettent en cause l'image d'Épinal d'une connaissance scientifique pure, axiologiquement neutre, objective, qui informerai la politique non pas sur le bon mais sur le vrai (Weiss, 1979).

Dans le prolongement de ces analyses, les thèses co-productionniste, inspirées des approches foucaaldiennes des dispositifs de savoir-pouvoir et particulièrement développée dans le cadre des études des sciences et des techniques, « STS » (Jasanoff 2004), sont attentives à la production conjointe de l'ordre cognitif et de l'ordre social.

Le projet de cette session est de discuter des transformations conjointes des sciences sociales et des politiques agricoles en mettant à l'épreuve ce cadre d'analyse. En particulier, la session s'appuiera sur un des derniers articles de Philippe Lacombe, en collaboration avec Pierre-Benoît Joly. Dans cet article qui porte sur la situation française entre 1950 et 2000, les auteurs repèrent deux régimes de production de connaissances. Un « régime de proximité », dominant des années soixante au début des années quatre-vingt, se caractérise par la production de connaissances des agroéconomistes pratiquant des analyses socio-économiques et institutionnelles mises au service d'un projet modernisateur. Il est remplacé par un « régime bureaucratique et professionnel » qui consacre le rôle central de la régulation marchande et l'hégémonie de la science économique néo-classique.

A partir de la discussion des formes d'influence croisées entre recherche et politiques agricoles, il s'agira donc d'adopter une démarche réflexive. On pourra mettre en débat les caractéristiques des régimes de production de connaissances émergents.

## Intervenants

### **Pierre-Benoit Joly, Inra, Lisis (Membre correspondant de l'AAF)**

*Sciences économiques et politique agricole – enseignements de l'approche coproductionniste*

A partir de l'article écrit avec Philippe Lacombe, Pierre-Benoit Joly reviendra sur la façon dont une approche coproductionniste permet d'éclairer les changements conjoints des politiques agricoles et de l'économie agricole. L'approche conduit à considérer les sciences économiques à la fois comme un espace de production de connaissance et comme une technologie de gouvernement et à repérer systématiquement les influences mutuelles des communautés épistémiques et des cadres politiques et institutionnels sur la production de connaissances. Il s'agit donc de dépasser les visions qui considèrent l'économie comme science autonome ou comme discours déterminé par les rapports de force économiques ou politiques.

Dans cette intervention, on cherchera aussi à montrer que l'approche coproductionniste permet de penser de façon originale les questions du pluralisme épistémologique et des liens entre science économique et débat public.

### **Eve Fouilleux, CNRS, Lisis et Moisa**

*Politiques agricoles et régime de débat de la globalisation néo-libérale*

Dans cette communication nous nous interrogerons sur les formes et les dynamiques du débat de politique agricole et alimentaire à l'époque contemporaine, et sur la place et le rôle qu'y joue la production scientifique, celle issue des sciences sociales en particulier. D'une manière générale, le régime de débat des politiques publiques à l'ère de la globalisation néo-libérale se caractérise par le triptyque (i) mise à distance des arènes de décision par rapport aux citoyens –en particulier concernant le noyau dur des politiques économiques et financières, (ii) privatisation et transnationalisation des forums d'expertise sur les politiques publiques, et (iii) encadrement marchand des forums scientifiques (Fouilleux et Jobert, 2017). La communication étudiera la déclinaison de ce triptyque dans le domaine agricole et alimentaire. Elle reviendra sur le rôle joué par les chercheurs en économie agricole dans les années 1980-1990 et sur leur contribution à la construction et à la légitimation de la vague de libéralisation des politiques agricoles de par le monde à partir de cette période. Dans la période successive, elle interrogera la manière dont les liens entre sciences économiques et politiques agricoles ont ou n'ont pas été poursuivis autour du traitement des questions agri-environnementales. Dans les décennies plus récentes, elle mettra en évidence le rôle de plus en plus actif et direct joué par les acteurs économiques dans la construction du débat sur les politiques agricoles et alimentaires, multinationales de l'amont et de l'aval de l'agriculture en tête, et s'interrogera sur leur usage de la science dans cette perspective.

### **Bernard Hubert, Inra et EHESS (Membre de l'AAF)**

*De la multifonctionnalité de l'agriculture à l'agroécologie : heurs et malheurs de l'expertise scientifique auprès des politiques agricoles.*

A l'occasion de la loi d'orientation agricole de 1999 et de la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt de 2016, les Ministres en charge de l'agriculture, Louis Le Pen et Stéphane Le Foll, ont fait appel à l'expertise des chercheurs des établissements publics de recherche agronomique pour les aider à faire des propositions innovantes : autour de la multifonctionnalité de l'agriculture, et de son instrument d'application, le Contrat territorial d'exploitation (CTE) pour le premier ; de la mise à l'agenda de l'agroécologie, présentée comme "une pratique d'avenir" pour l'agriculture familiale, pour le deuxième. Pour la multifonctionnalité, la recherche a plutôt été appelée pour donner du contenu à cette notion et construire un argumentaire (*evidence based*) à usage national mais également dans les négociations européennes et internationales. C'est dans ces arènes que le projet a rencontré le plus de résistance, même si aujourd'hui cette notion est largement reprise dans plusieurs grands pays agricoles, sauf en France où elle a été rapidement enterrée par la loi d'orientation agricole de 2006 portée par la droite revenue au pouvoir en 2002. A l'inverse, pour l'agroécologie, c'est comme si la France, qui bien qu'en ayant au départ une vision assez restrictive (alliance de l'agronomie et de l'écologie pour les uns, "agriculture à double performance économique et environnementale" pour d'autres) avait rejoint une dynamique mondiale née en Europe au début du XX<sup>ème</sup> siècle, mais vite oubliée, puis développée en Amérique du Sud et reprise par la FAO en 2014 comme un enjeu mondial... Ce sont ces rapports entre expertise scientifique et élaboration des politiques publiques que nous discuterons à propos de ces deux exemples contrastés.

### **Michel Petit, IAMM (Membre de l'AAF)**

#### *Politiques commerciales agricoles et consensus international*

Dans le cadre de cette session consacrée à la discussion des transformations conjointes des sciences sociales et des politiques agricoles, dans laquelle l'accent est mis sur « les thèses co-productionnistes », c'est-à-dire sur « la production conjointe de l'ordre cognitif et de l'ordre social », le but de cette communication est d'examiner la pertinence d'une telle approche pour comprendre l'évolution des politiques en matière d'échanges internationaux de produits agricoles. Il se trouve qu'en matière internationale un consensus minimum est nécessaire pour toute action et, de fait, un consensus fort s'est dégagé à la fin de la seconde guerre mondiale en faveur de la libéralisation des échanges tandis que ce consensus a subi une forte érosion aujourd'hui sans disparaître complètement. Or qui dit consensus dit un ensemble de connaissances communes et de prescriptions fondées sur ces connaissances. Il est donc nécessaire de s'interroger sur la nature de ce consensus, sur son évolution et sur les déterminants de ces changements.

#### *Contenu du consensus à la fin de la deuxième guerre mondiale*

#### *Portée de ce consensus pour les accords commerciaux relatifs aux produits agricoles*

#### *D'un consensus pragmatique à un consensus dogmatique (le triomphe de « l'école de Chicago » ?)*

#### *Remise en cause du consensus*

- *par le mouvement social (Via Campesina, 1996)*
- *par les débats au sein des sciences sociales ?*

#### *Les contradictions aujourd'hui :*

- *Trump vs la défense d'un « rule based » system*
- *Implications et incertitudes pour les échanges agricoles*

### **Sébastien Treyer, Iddri**

*Modèles de développement agricole et transformations des structures agraires :  
l'impossible débat dans les arènes des négociations internationales ?*

Depuis les années 2000, l'agriculture est au cœur de nombreux exercices de synthèse de l'expertise internationale, plus ou moins institutionnalisés (GIEC, Millenium Ecosystem Assessment, IAASTD, ...), suscités en particulier par l'agenda du développement durable. L'agriculture est aussi progressivement entrée dans le champ des négociations internationales et des politiques sur le changement climatique. Le défi environnemental, par exemple celui de l'atténuation du changement climatique dans le secteur agricole, repose des questions de transformations radicales de ce secteur, qui rejouent, tout en les décalant, des controverses de longue durée sur les modèles de production agricole.

Pour certains acteurs de ces controverses, la négociation climatique est l'occasion de faire exister un débat mondial sur la transformation des modèles de développement agricole, qui était jusqu'à maintenant impossible dans d'autres enceintes. Pour d'autres, l'accent mis sur le climat et le carbone, notamment celui du sol, risque de priver un certain nombre de ces controverses d'une dimension systémique (système de production, système alimentaire, système d'innovation) patiemment construite à l'articulation de plusieurs autres forums. Cette intervention s'attachera à montrer comment ces déplacements du cadrage, effectifs ou espérés, constituent une des traces de la co-construction entre ordre social et ordre cognitifs, et qu'ils font l'objet de stratégies plus ou moins explicites.